

**École Nationale Supérieure d'Architecture de
Paris la Villette**



**Marché Public à Procédure
Adaptée**

**Conditions particulières et
générales**

École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris la Villette

- **Marché Public à Procédure Adaptée passé en application de l'article 28 du code des marchés publics : mise en page et maquette d'ouvrages d'architecture**

Sommaire

Conditions particulières	5
Article 1 - Parties contractantes	5
Article 2 – Objet et exécution des prestations	5
2.1 - Objet du marché	5
2.2 – Pièces composant le marché	9
2.3 – Exécution des prestations	9
• Début de marché	9
• Lieux et conditions de livraison	9
2.4 – Durée du marché	9
2.5 – Forme du marché	9
Article 3 – Nature et description des prestations	10
3.1 – Engagements du titulaire	10
3.2 – Engagements de la personne publique contractante	10
Article 4– Prix	10
4.1 – Les prix	10
Article 5 – Paiement	10
• 5.1 - Facturation	10
• 5.2 – Paiement	11
• 5.3 – Avance	11
Article 6 – Attestations sur l'honneur du titulaire	11
Conditions générales	13
Article 1 - Engagement des parties	13
Article 2 - Nature des prestations	13
Article 3 - Documentation technique et certificat de conformité	13
3.1 – Normes	13
3.2 – Vérification par un organisme agréé	13
Article 4 – Livraison	14
Article 5 - Vérifications	14
Article 6 - Pénalités de retard	14
6.1 – Calcul des pénalités	14
6.2 – Application des pénalités	14
6.3 – Exonération des pénalités	14
Article 7 - Garantie	15
7.1. – Nature de la garantie	15
7.2 – Nature des interventions au titre de la garantie	15
7.3 – Modalités de mise en œuvre des interventions au titre de la garantie	16
7.4 – Défaillance du titulaire	16
Article 8 – Paiement	16
8.1 – Avance	16
8.2 – Prix	16
Article 9 - Modalités de facturation et de paiement	17
9.1 - Facturation	17
• 9.1.2 - Contenu des factures et date de leur émission	17
9.2 - Délais de paiement	17
Article 10 - Assurances	18
Article 11 – Personnel du titulaire	18
Article 12 - Résiliation, différends et litiges	18
12.1 - Résiliation	18
• 12-1.1 : Résiliation unilatérale	18
• 12-1.2 : Résiliation pour faute du titulaire	18
• 12-1.3 : Résiliation conventionnelle	18

• 12-1.4 : Effet de la résiliation	19
12.2 - Règlement des différends et des litiges	19
• 12.2.1- Règlement amiable	19
• 12.2.2 - Procédure contentieuse	19
Article 13 – Nantissement et cession de créances	19
Article 14 – Dispositions diverses	19
14-1 : Non validité partielle	19
14.2 - Langues	19
14.3 - Droit applicable	20
14.4 Tribunal compétant	20

Conditions particulières

Article 1 - Parties contractantes

Le présent marché est conclu entre :

d'une part,

École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris la Villette
144 av de Flandre
75019 PARIS

tel : 01 44 65 23 00

fax : 01 44 65 23 01

représentée par Bruno Mengoli, directeur
dénommé dans les documents par le terme « personne publique contractante ».

d'autre part,

- l'entreprise (raison sociale) :
- adresse :.....
- adresse électronique :
- n° de téléphone :
- numéro de télécopie :
- statut juridique :.....
- numéro RCS ou SIRET

Représenté par, en qualité de

dénommé dans les documents par le terme "Titulaire".

Article 2 – Objet et exécution des prestations

2.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet le choix d'une personne ou entreprise effectuant la mise en page et maquette d'ouvrages pour l'ensemble de collections détaillées ci-dessous. Il convient de bien préciser séparément le coût unitaire d'équilibrage des fichiers numériques correspondant aux images N&B et couleur :

Collection 1

Ouvrage hors collection

Mise en page avec éventuelle adaptation d'une maquette existante pour un ouvrage relié sur l'œuvre de Le Corbusier comprenant environ 300 illustrations et 272 pages.

Transposition de la maquette française dans une version anglaise nécessitant la réadaptation du format de 10% des images environ.

Conception de deux version de couverture.

Format: 240 x 300 mm

Pourcentage demandé en cas de cession à un éditeur étranger de la maquette.

Faire une offre sur la base d'un prix à la page et de la conception d'une couverture selon charte graphique existante.

Collection 2

Collection « Passage »

Mise en page à partir d'une maquette déjà établie d'un ouvrage de 108 pages dont les 12 pages en Pop'set correspondent à un nombre plus ou moins équivalent d'illustrations. Les cahiers sur Chromomat peuvent inclure quelques figures ou schémas insérés dans le texte

Format	115x210 mm
Couverture	4 pages avec rabat 88 mm environ Carte Conqueror Velin blanc nacré type Vergé 300 g Impression noire R° seul
Intérieur	Impression noire R°V 96 pages Couché Chromomat ivoire 115 g 12 pages Pop'set colours golden 80 g

Pourcentage demandé en cas de cession à un éditeur étranger de la maquette.

Faire une offre sur la base d'une proposition forfaitaire incluant l'intérieur comme la couverture.

Collection 3 a

Collection « Penser l'espace »

Distinguer une version A avec de 0 à 6 illustrations et une version B incluant jusqu'à une centaine d'images.

Mise en page à partir d'une maquette déjà établie pour des ouvrages entre 128 et 360 pages comprenant des illustrations

Format	150x210 mm
Couverture	4 pages avec rabat 130 mm environ Carte Invercote 1 face 300 g Impression noire + 1 couleur pantone recto + pelliculage mat recto
Intérieur comprenant des illustrations à insérer	Papier Amber graphic 110 g Noir R°V° en cahier de 16 pages

Pourcentage demandé en cas de cession à un éditeur étranger de la maquette.

Faire une offre sur la base d'un prix à la page et de la conception d'une couverture selon charte graphique existante.

Collection 3 b

Collection « Penser l'espace »

Mise en page à partir d'une maquette déjà établie pour des ouvrages entre 128 et 360 pages ne comprenant aucune illustration.

Format	150x210 mm
Couverture	4 pages avec rabat 130 mm environ Carte Invercote 1 face 300 g Impression noire + 1 couleur pantone recto + pelliculage mat recto
Intérieur comprenant des illustrations à insérer	Papier Amber graphic 110 g Noir R°V° en cahier de 16 pages

Pourcentage demandé en cas de cession à un éditeur étranger de la maquette.

Faire une offre sur la base d'un prix à la page et de la conception d'une couverture selon charte graphique existante.

Collection 4

Collection « Textes Fondamentaux Modernes »

Mise en page à partir d'une maquette déjà établie pour des ouvrages entre 144 et 400 pages

Format	190x270 mm
Couverture	4 pages avec rabat 130 mm Carte Invercote 1 face 280 g Impression noire + 1 couleur recto + pelliculage mat recto
Intérieur comprenant des illustrations à insérer et occasionnellement au sein d'un ou deux cahiers quadri	Offset Print Speed ivoire 100 g, impression noire R°V° (sauf cas spécifique d'ajout de cahier d'illustration en quadri) En cahier de 16 pages

Pourcentage demandé en cas de cession à un éditeur étranger de la maquette.

Faire une offre sur la base d'un prix à la page et de la conception d'une couverture selon charte graphique existante.

Collection 5

Collection « SC »

Mise en page et adaptation d'une maquette déjà établie pour des ouvrages entre 336 et 436 pages

Format	166x210 mm
Couverture	4 pages Carte couché demi-mat 250 g Quadri+1 couleur pantone recto, 1 couleur pantone verso + pelliculage mat recto seul
Intérieur	pages quadri+1 couleur pantone recto-verso Couché mat artic volume 115 g

Pourcentage demandé en cas de cession à un éditeur étranger de la maquette.

Faire une offre sur la base d'un prix à la page et de la conception d'une couverture selon charte graphique existante.

Collection 6 a

Collection « Études et Recherches »

Mise en page à partir d'une maquette déjà établie pour des ouvrages entre 140 et 320 pages, de type colloque ou littérature grise avec entre 20 et 30 illustrations ou tableaux

Format	206 x 150 mm
Couverture	4 pages Carte couché demi-mat 250 g Quadri+1 couleur pantone recto, 1 couleur pantone verso + pelliculage mat recto seul
Intérieur	pages quadri+1 couleur pantone recto- verso Couché offset 110 g

Pourcentage demandé en cas de cession à un éditeur étranger de la maquette.

Faire une offre sur la base d'un prix à la page et de la conception d'une couverture selon charte graphique existante.

Collection 6 b

Collection « Études et Recherches »

Mise en page à partir d'une maquette déjà établie pour des ouvrages entre 140 et 320 pages, de type colloque ou littérature grise sans illustrations

Format	206 x 150 mm
Couverture	4 pages Carte couché demi-mat 250 g Quadri+1 couleur pantone recto, 1 couleur pantone verso + pelliculage mat recto seul
Intérieur	pages quadri+1 couleur pantone recto- verso Couché offset 110 g

Pourcentage demandé en cas de cession à un éditeur étranger de la maquette.

Faire une offre sur la base d'un prix à la page et de la conception d'une couverture selon charte graphique existante.

Collection 7

Collection « Rencontres de la Fondation Le Corbusier »

Mise en page à partir d'une maquette déjà établie pour des ouvrages entre 164 et 320 pages

Format	160 x 240 mm
Couverture	4 pages Carte couché demi-mat 250 g Quadri+1 couleur pantone recto, 1 couleur pantone verso + pelliculage mat recto seul
Intérieur	pages quadri+1 couleur pantone recto- verso Couché offset 115 g

Pourcentage demandé en cas de cession à un éditeur étranger de la maquette.
Faire une offre sur la base d'un prix à la page et de la conception d'une couverture selon charte graphique existante.

2.2 – Pièces composant le marché

Le marché comprend, par ordre de priorité décroissant

- les présentes conditions particulières et les conditions générales valant acte d'engagement, paraphées et signées en 2 exemplaires
- des références de prestations analogues

2.3 – Exécution des prestations

Les livraisons sont réalisées par le titulaire dans les conditions fixées dans les pièces énumérées ci-dessus et selon les conditions définies ci-après et dans les conditions générales.

- **Début de marché**

A compter de la date de notification du présent marché

- **Lieux et conditions de livraison**

Les maquettes doivent être fournies aux imprimeurs et à l'éditeur en format PDF HD ainsi que sous forme de fichiers natifs.

2.4 – Durée du marché

La durée du marché est fixée à trois ans à compter de la notification.

2.5 – Forme du marché

Marché à bon de commande

Article 3 – Nature et description des prestations

3.1 – Engagements du titulaire

- fournir tout conseil artistique et renseignement requis pour une politique artistique de qualité
- trouver les meilleurs solutions de reproduction des images et d'économie de réalisation (impression, imposition, par exemple)
- respecter les délais et capacité à suivre en machine

3.2 – Engagements de la personne publique contractante

- faire parvenir un bon de commande

Article 4 – Prix

4.1 – Les prix

Les prix respectifs sont indiqués par le candidat intéressé sur un devis, adressé à la personne publique.

Article 5 – Paiement

• 5.1 – Facturation

Les factures sont adressées à la personne publique contractante à l'adresse suivante :

ENSA Paris la Villette
Service Financier
144 av de Flandre
75019 Paris

Les factures sont établies au service fait (livraison de la maquette).

- **5.2 – Paiement**

Les paiements sont assurés après réception de la facture comme défini au 4.1 des présentes conditions particulières.

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture en bonne et due forme, par la personne publique contractante.

Le règlement des sommes dues est effectué par virement administratif sur le compte du titulaire dont les coordonnées sont les suivantes :

Nom et adresse de la Banque
Titulaire du compte
Code banque
Code guichet
N° compte
Clé

Joindre un RIB.

- **5.3 – Avance**

Il n'est pas prévu de système d'avance dans le cadre de ce marché.

Article 6 – Attestations sur l'honneur du titulaire

Entreprise française

Par la signature du présent accord cadre, le titulaire atteste sur l'honneur que si l'entreprise est établie en France, le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 143-3 et R. 143-2 (bulletin de salaire), et L. 320 (déclaration nominative préalable d'embauche) du code du travail et s'engage sans réserve, à exécuter les prestations dans les conditions déterminées ci-dessus.

A cocher par le titulaire

Entreprise étrangère

Par la signature du présent accord cadre, le titulaire atteste sur l'honneur que si l'entreprise est établie à l'étranger, que les salariés ont des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R 143-2 du code du travail ou document équivalent et s'engage sans réserve, à exécuter les prestations dans les conditions déterminées ci-dessus.

A cocher par le titulaire

L'entreprise

Cachet + signature

Fait à

Le

Nom du signataire :

(à remplir par le titulaire)

La personne publique contractante

Fait à Paris

Le

Bruno MENGOLI, directeur

A envoyer en 4 exemplaires dont un exemplaire original est conservé dans les archives de la personne publique

Conditions générales

Article 1 - Engagement des parties

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la personne publique contractante et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Article 2 - Nature des prestations

La description des services, objet du présent marché, sont exécutées suivant les conditions et conformément aux prescriptions prévues au cahier des charges de la personne publique et au descriptif remis par le titulaire.

Article 3 - Documentation technique et certificat de conformité

3.1 – Normes

Le titulaire du marché garantit que les matériels sont conformes aux normes de sécurité nationales ou européennes homologuées en vigueur à la date de livraison et qu'ils bénéficient du marquage CE.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du présent marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution dudit marché.

Le Titulaire devra informer la personne publique contractante de toute modification ou évolution des normes ou réglementation relative aux matériels définies dans le présent marché durant toute la durée du marché.

3.2 – Vérification par un organisme agréé

La personne publique contractante indiquera dans les conditions particulières les matériels soumis à une vérification par un organisme agréé.

Le titulaire est tenu de produire pour ces matériels un certificat de conformité délivré par un organisme agréé. Ce certificat est remis avec le bon de livraison ou au plus tard dans le délai imparti au titulaire pour procéder à l'installation. Les opérations de vérification et de paiements sont subordonnées à la production d'un certificat de conformité correspondant au matériel livré sans réserve.

Article 4 – Livraison

Le titulaire s'engage à livrer la maquette commandée conformément au marché, dans les plus brefs délais.

Article 5 - Vérifications

Les vérifications consistent à s'assurer que le service est conforme aux prescriptions du présent marché et aux engagements du titulaire.

Afin d'apprécier si les services sont conformes aux prescriptions du présent marché, la personne publique contractante peut se livrer à tous les contrôles qualitatifs qu'elle jugera nécessaire.

Article 6 - Pénalités de retard

6.1 – Calcul des pénalités

En cas de dépassement du délai contractuel le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de retard calculée par application de la formule suivante :

$$V \times R / 365$$

P = montant de la pénalité

V = valeur du matériel

R = nombre de jours de retard

6.2 – Application des pénalités

Ces pénalités seront déduites du montant restant dû par la personne publique contractante ayant passé la commande ou feront l'objet d'un ordre de recette par le comptable public à l'encontre du titulaire.

Elles restent dues en cas de résiliation.

6.3 – Exonération des pénalités

La personne publique contractante peut exonérer le titulaire de ces pénalités si le titulaire invoque, avant l'expiration des délais contractuels prévus, une cause de retard due à un événement extérieur et imprévisible. Il notifie à la personne publique, par lettre recommandée avec accusé de réception les motifs de son incapacité à assurer son obligation et propose une nouvelle date de livraison.

La personne publique dispose d'un délai de quinze jours ouvrés pour faire connaître sa décision de rejet ou d'acceptation du report de la date de livraison et de l'exonération des pénalités de retard. Le silence de la personne publique contractante vaut rejet de la demande du titulaire et application des pénalités. Les

pénalités sont alors calculées à partir de la date contractuelle de livraison sans suspension.

Les pénalités restent dues jusqu'à la date d'envoi de cette lettre, le cachet de La Poste faisant foi.

Article 7 - Garantie

7.1. – Nature de la garantie

Les matériels seront garantis contre tout vice de fabrication ou de défaut de matière. La garantie ne joue pas dans le cas de dommage causé par l'établissement destinataire, ni en cas de détérioration résultant d'une utilisation anormale.

Si le titulaire propose des garanties particulières supérieures à celles figurant dans les présentes conditions générales, les garanties proposées par le titulaire prévaudront sur les garanties prévues par la personne publique contractante.

La mise en jeu de la garantie peut être sollicitée directement par l'établissement destinataire qui devra tenir informée la personne publique contractante.

7.2 – Nature des interventions au titre de la garantie

Au titre de la garantie, le titulaire s'engage à remettre en état ou à remplacer la partie ou la totalité de du matériel qui serait reconnu défectueux dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date à laquelle l'établissement destinataire notifie au titulaire les anomalies constatées. Si ces délais ne peuvent être respectés, un matériel identique est mis à disposition de l'établissement pendant la durée du dépannage.

L'intervention du titulaire pour la remise en état ou pour le remplacement des matériels s'effectue en dehors des horaires de cours. Le titulaire s'informera auprès du responsable de l'établissement destinataire des horaires pendant lesquels il peut intervenir.

Les réparations sont assurées par le titulaire, soit sur les lieux d'utilisation des matériels dont le fonctionnement défectueux a été signalé par l'établissement destinataire, soit dans les locaux qu'il désigne à cet effet.

Les frais de main d'œuvre, de déplacement, de séjour, de port et généralement tous les autres frais entraînés par la mise en oeuvre de la garantie sont à la charge du titulaire.

Si le matériel doit être retourné en usine ou échangé, les frais de transport sont à la charge du titulaire.

Tout élément couvert par la garantie s'avérant défectueux sera réparé ou échangé gratuitement (pièces, main d'œuvre et frais de déplacement).

Toute période d'indisponibilité pendant le délai de garantie repousse la fin de la garantie du nombre de jours écoulés entre le signalement du défaut et la date de remise en état..

7.3 – Modalités de mise en œuvre des interventions au titre de la garantie

Les interventions sont déclenchées par appel téléphonique au numéro d'urgence communiqué par le titulaire.

7.4 – Défaillance du titulaire

En cas de défaillance du titulaire, c'est à dire dans l'hypothèse où le titulaire n'intervenait pas dans les délais contractuels pour le remise en service des matériels, la personne publique contractante fait appel à un autre prestataire pour assurer les réparations nécessaires. Les dépenses occasionnées par l'intervention d'un tiers au marché sont déduites du montant de la retenue de garantie prévue aux présentes conditions générales.

La personne publique contractante ou son représentant, est en droit de remettre au prestataire intervenant à la place du titulaire défaillant dans le cadre et durant la période de garantie, la documentation qui lui aura été remise par le titulaire dans son offre afin que ce prestataire puisse assurer dans les meilleures conditions possibles les réparations nécessaires.

La personne publique contractante s'engage à ne transmettre cette documentation qu'en cas de défaillance du titulaire. En contre partie celui-ci s'interdit toute action contre la personne publique contractante sur le fondement du droit de propriété intellectuelle et du droit de la concurrence.

Si le titulaire intervient plus de dix fois, en réparation, pendant la période de garantie, il est tenu de remplacer le matériel concerné par un matériel neuf. Il est entendu que ce nouvel matériel rentre dans la période de garantie initiale et ne fait pas l'objet du renouvellement de la garantie prévue initialement.

Article 8 – Paiement

8.1 – Avance

L'avance prévue dans les conditions particulières est accordée au titulaire du marché dans les conditions prévues à l'article 87 du code des marchés publics si le montant du marché est supérieur à 50.000 euros HT et dont la durée d'exécution est supérieure à 2 mois sauf renonciation expresse du titulaire stipulée dans les conditions particulières.

8.2 – Prix

Le prix, tel qu'il figure dans les conditions particulières comprend l'ensemble des frais nécessaires à la réalisation d'objet, tels que définis dans la cahier des charges

techniques et la proposition du titulaire validée par la personne publique contractante.

Les prix sont fixés en euros.

Le titulaire indique dans sa proposition le prix H.T., le taux de la TVA, le montant de la TVA, le prix TTC.

Le pris du devis doit être le plus proche de la réalité.

Article 9 - Modalités de facturation et de paiement

9.1 - Facturation

• 9.1.2 - Contenu des factures et date de leur émission

Les paiements sont effectués selon les règles de la Comptabilité Publique, sur présentation d'une facture en un original et deux duplicata, après service fait.

L'émission des factures est fixée aux conditions particulières.

Les factures comprennent outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la mention « facture »,
- le nom et l'adresse du titulaire,
- le montant du capital social,
- le statut juridique du titulaire,
- le numéro SIREN du titulaire,
- l'identité bancaire du titulaire,
- le nom et l'adresse du service bénéficiaire,
- le numéro de la facture,
- la date de la facture, postérieure à la date de fin de formation,
- la références des fournitures
- la référence des conditions particulières
- la date de livraison
- le prix unitaire
- les quantités
- les montants HT et T.T.C. de la prestation,
- le taux et le montant de la TVA.

Les factures ne sont adressées par le titulaire qu'après exécution et réception des prestations.

9.2 - Délais de paiement

Les paiements sont effectués selon les stipulations des conditions particulières

En cas de dépassement du délai de paiement prévu dans les conditions particulières, des intérêts moratoires calculés sur le taux de l'intérêt légal français majoré de deux points, en vigueur à la date de calcul des intérêts moratoires, sont dus au titulaire du marché.

Article 10 - Assurances

Le titulaire déclare être assuré pour tous les risques à sa charge. Il est tenu, à la demande de la personne publique contractante de lui fournir toute attestation prouvant qu'il justifie d'une police d'assurance en bonne et due forme.

Article 11 – Personnel du titulaire

Le titulaire atteste sur l'honneur, par la signature du présent marché, que son personnel est employé régulièrement au regard des articles L.143-3 et L.143-5 et L.620-3 du code du travail ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France.

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions du travail en vigueur à la date de réalisation de l'objet du marché.

Article 12 - Résiliation, différends et litiges

12.1 - Résiliation

- **12-1.1 : Résiliation unilatérale**

La personne publique contractante se réserve le droit, pour un motif d'intérêt général ou des non respect des engagements, de résilier le marché en l'absence de toute faute du titulaire. La personne publique notifiera sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception postal dans un délai d'un mois avant la date prévue. Le titulaire ne pourra prétendre à aucun dédommagement.

- **12-1.2 : Résiliation pour faute du titulaire**

La personne publique contractante se réserve le droit de résilier le marché en cas de non-respect par le titulaire de l'une de ses obligations contractuelles.

La personne publique notifiera sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception postal dans un délai d'un mois avant la date prévue. Le titulaire disposera d'un délai de quinze jours ouvrés pour faire part de ses remarques à la personne publique. Si la personne publique maintient sa décision, la date de résiliation prendra effet à l'expiration de ce délai

- **12-1.3 : Résiliation conventionnelle**

Les parties pourront, après accord, mettre fin au contrat avant l'exécution complète du marché. Cette résiliation conventionnelle sera matérialisée par une convention de résiliation qui devra stipuler éventuellement le droit à indemnité ou le montant des prestations restant à régler. Cette convention sera signée par la personne publique contractante et par la personne habilitée à représenter le titulaire du marché.

- **12-1.4 : Effet de la résiliation**

Les commandes reçues par le titulaire avant la date d'effet de la résiliation du marché seront honorées, quelles que soient les dates de livraison effectives.

La résiliation met fin aux relations contractuelles à compter de la date fixée dans la décision de résiliation, ou bien de la notification de la décision si celle-ci ne précise pas sa date d'effet.

En outre, la personne publique contractante pourra demander au titulaire réparation des préjudices qu'il a subi du fait de la résiliation.

12.2 - Règlement des différends et des litiges

- **12.2.1- Règlement amiable**

Les parties tenteront d'abord de régler les éventuels différends et litiges, nés entre le titulaire et la personne publique contractante, par une procédure gracieuse.

En cas de désignation d'un expert, les frais d'expertise sont à la charge de la partie à l'égard de laquelle les résultats de l'expertise sont en défaveur.

- **12.2.2 - Procédure contentieuse**

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché sera soumis au Tribunal Administratif de Paris.

Article 13 – Nantissement et cession de créances

La personne habilitée à donner des renseignements en cas de nantissement ou de cession de créance est le service financier.

Article 14 – Dispositions diverses

14-1 : Non validité partielle

Si une ou plusieurs stipulations des présents marchés sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une Loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

14.2 - Langues

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

14.3 - Droit applicable

Le droit applicable au présent marché est le droit français.

14.4 Tribunal compétant

Le tribunal compétant est le tribunal administratif de Paris.